

**4 au 8 juin 2018**

*Missions et  
organisations*



Dans un contexte de crise sociale et économique continue, le dogme de la réduction des déficits est à nouveau au cœur des politiques publiques mises en œuvre :

- ▶ baisse des moyens -> dégradation du service public et in fine la privatisation,
- ▶ dégradation du niveau de vie,
- ▶ dégradation des conditions de travail dans le public et le privé, ...

Dans ce contexte permanent, l'axe prioritaire du gouvernement doit être la protection du(de la) consommateur(trice). Force est de constater que les craintes exprimées à ce sujet, lors du précédent Congrès à Agde en 2015, étaient pleinement fondées. Pour preuve, la dernière affaire Lactalis qui a défrayé l'actualité depuis la fin de l'année 2017.

En effet la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), la Réforme Administrative Territoriale de l'Etat (RéATE), suivi par la Modernisation de l'Action Publique (MAP), le redécoupage territorial actuel (fusion des régions), continuent d'engendrer des conséquences dévastatrices et destructrices pour le service public, préliminaires à la catastrophique « Action Publique 2022 ».

Ceci s'est traduit pour la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes par des restructurations à marche forcée.

Ainsi, la DGCCRF, aujourd'hui réduite à environ de 2800 agent(e)s dont 1900 enquêteur(trice)s, se retrouve découpée en petites unités indépendantes les unes des autres, alors qu'elles œuvrent sur les mêmes missions.

**Les agent(e)s de la DGCCRF sont toujours éclaté(e)s dans diverses structures hétéroclites :**

▶ une Administration Centrale à laquelle sont rattachés :

- ⇒ un Service National d'Enquêtes,
- ⇒ une Ecole Nationale,
- ⇒ un Service de l'Informatique.

▶ Des structures régionales avec des DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) ou DIECCTE en Outre-Mer regroupant des agent(e)s issu(e)s des administrations en charge de l'Emploi, du Travail et du développement économique, en lien direct avec l'administration centrale.

▶ Des structures locales avec des Directions Départementales Interministérielles (DDI) qui, selon les départements, sont dénommées DDPP (Direction Départementale de la Protection des Populations) ou DDCSPP (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations) regroupant des agent(e)s des services vétérinaires, de Jeunesse et Sport, des DDASS, parfois de préfecture, voire d'autres administrations, sous l'autorité du(de la) Préfet(e), sans aucun lien hiérarchique avec l'Administration Centrale.

Ces structures ont chacune des organisations totalement disparates. Tous les pôles C des DIRECCTE ne regroupent pas les mêmes missions, ni les mêmes schémas régionaux de mutualisation. Il en est de même en ce qui concerne les DD(CS) PP dont le fonctionnement et les appellations de services sont différents d'un département à l'autre.

La ligne de partage des missions de la DGCCRF entre ces structures n'est toujours pas claire, de surcroît s'y ajoutent les instructions locales des Préfet(e)s, des procureur(e)s. Enfin, la nouvelle organisation des services de l'Etat résultant de la loi Cazeneuve (fusion des régions) continue de générer de nouveaux bouleversements.

Cette multiplicité de donneur(euse)s d'ordre et les incohérences qui en découlent sont sources d'une souffrance au travail en pleine expansion.

La poursuite de l'inter-ministériarité est contre-productive sur tous les plans y compris sur l'avenir du statut de la Fonction Publique d'Etat.

Au quotidien, tous les agent(e)s constatent les incessants dysfonctionnements de cette nouvelle architecture qui, loin d'améliorer l'efficacité de l'administration du contrôle économique, a gravement détérioré son action.

Elle l'a rendu de surcroît totalement illisible pour nos concitoyen(ne)s et les entreprises, du fait de l'éparpillement au sein de multiples structures.

Cette situation engendre la colère et la frustration des usager(e)s et une inefficacité du service public rendu. Au final, les agent(e)s de la DGCCRF et des Laboratoires (SCL) subissent une dégradation accrue de leurs conditions de travail.

**Aujourd'hui, avec l'illustration de l'affaire Lactalis, Solidaires CCRF & SCL** et les agent(e)s continuent de dresser le bilan calamiteux suivant :

- ▶ une perte de l'identité DGCCRF,
- ▶ une perte de la visibilité DGCCRF,
- ▶ une perte d'efficacité, corrélée à une chute des contrôles et de leurs suites, toujours reconnue par les rapports parlementaires, la Cour des Comptes, l'Inspection Générale des Finances et l'Inspection Générale de l'Administration,
- ▶ une perte de la culture CCRF,
- ▶ une perte d'efficace du fait du fait de la suppression de la verticalité de commandement qui permettait à la DGCCRF de faire exécuter ses directives de manière homogène sur l'ensemble du territoire ,
  - ⇒ une perte d'efficacité due aux réorganisations mortifères de la dernière décennie, qui ont conduit à un cloisonnement des différents services,
  - ⇒ une perte d'effectifs, en 10 ans, d'environ 1000 agents, aggravée par l'ajout de nouvelles missions sans les moyens humains et matériels correspondant...
- ▶ une perte de compétences collectives notamment par une nouvelle organisation inefficace des réseaux,
- ▶ une perte de synergies entre les différentes missions concurrence, consommation, et sécurité,
- ▶ une perte d'expérience partagée et donc d'expertise,
- ▶ une perte de la doctrine administrative,
- ▶ une perte d'une assistance informatique de proximité, et d'un environnement informatique adapté aux besoins.

Dans ce contexte, il faut malheureusement souligner le zèle grandissant de certaines équipes de direction à perdre de vue la finalité du service public en contrepartie de primes et d'objectifs chiffrés.

La DGCCRF et le SCL sont régulièrement mis en avant par les pouvoirs publics tout au long de l'année, l'été dans le cadre de la protection des vacancier(e)s, pendant les fêtes de fin d'année ou dans le cadre d'affaires, voire de scandales (Lactalis, Chevalgate, Fipronil, Bisphénol A, Dieselgate, ...) portant atteinte à la sécurité des personnes.

Nos services sont souvent « utilisés » pour donner aux consommateur(trice)s l'assurance que l'Etat veille à leur protection mais également pour garantir aux professionnel(le)s un bon fonctionnement du marché. Cette médiatisation sert à masquer les insuffisances de moyens, et l'organisation défailante de l'administration.

De nombreux exemples montrent que les missions imparties à la DGCCRF ont été et pourraient être sacrifiées au nom du libéralisme. Ce fut le cas du classement des hôtels, de l'urbanisme commercial, ... et maintenant des projets d'externalisation de la remise directe, qui signifierait la fermeture de l'activité microbiologie du SCL, et la disparition de la médiatisation des actions emblématiques de la DGCCRF.

Le Service Commun des laboratoires, structure issue de la fusion des laboratoires de la DGDDI (Douane) et de la DGCCRF, est garant d'analyses indépendantes et pointues. Il est confronté à des problématiques particulières.

En fonction de l'importance des informations médiatiques, la DGCCRF demande au SCL de développer en urgence de nouvelles méthodes d'analyse. Les laboratoires sont sollicités également en urgence pour fournir des données analytiques suite à des articles publiés dans la presse. Ne pourrait-on pas anticiper ?

Cette pression peut être mal vécue par les agent(e)s concernés. Dans certains domaines, ces situations de stress pourraient être évitées si les directions de tutelle, en collaboration avec le SCL, définissaient des stratégies analytiques à moyen et long termes.

L'absence d'anticipation des directions de rattachement impacte également le mode de recrutement de certains Ingénieur(e)s spécialisé(e)s. L'unité de direction justifie ainsi le recours à des contractuel(le)s au caractère urgent de la demande de nouvelles compétences.

De plus, le déploiement du système Management Intégré Qualité Santé Environnement (SMIQSE) est devenu prioritaire pour l'Unité de Direction. La part des effectifs et des moyens financiers engagée pour la mise en œuvre de ce nouveau

système qualité est démesurée par rapport aux capacités du SCL.

**Que devons-nous craindre de cette focalisation : une externalisation de certaines ou de toutes nos activités du SCL ?**

L'externalisation des analyses seraient une catastrophe en termes d'impartialité. Comment songer que les laboratoires d'analyses privés ne subiraient pas de pression des entreprises contrôlées. D'autant plus que ces mêmes laboratoires pourraient réaliser en parallèle des autocontrôles pour ces mêmes entreprises.

**Solidaires CCRF & SCL s'oppose** à la dématérialisation ou à l'externalisation de l'accueil des publics. Une telle organisation conduirait à une perte d'information dans les structures locales. Un accueil « 100 % Web » empêcherait toute une partie de la population, et notamment les personnes les plus fragiles, en situation d'éloignement ou de méconnaissance vis-à-vis d'Internet, d'avoir accès à notre administration.

En cette période de révisions des missions de l'État (Action Publique 2022), **Solidaires CCRF & SCL dénonce** une volonté de supprimer des pans de missions du service public, pour le réduire à sa plus simple expression régalienne.

Il est clair que la dérive actuelle de la démarche qualité est un prélude à l'externalisation de nos missions avec perte de l'impartialité et de la gratuité pour les publics concernés !

En conséquence, dans cette période de crise de confiance, **Solidaires CCRF & SCL rappelle** l'importance des missions fondamentales de service public confiées aux agent(e)s de la DGCCRF et du SCL.

Les agent(e)s de la DGCCRF et du SCL sont attaché(e)s à la base de ce qui constitue cette mission : le contrôle et l'analyse au service de leurs concitoyen(ne)s.

**Solidaires CCRF & SCL dénonce** l'imposition d'indicateurs purement statistiques qui poussent les agent(e)s à des contrôles ineptes au détriment de la qualité de l'enquête.

**Solidaires affirme** sa volonté de réhabiliter le métier d'enquêteur(trice) et exige que l'Administration mette un terme à la tyrannie des statistiques.

**Solidaires CCRF & SCL réaffirme** que l'ensemble des missions confiées à la DGCCRF et au SCL sont et doivent demeurer des missions régalienues de service public.

○ Pour accomplir pleinement ces missions et rendre un service de qualité à tous les usager(e)s, consommateur(trice)s et professionnel(le)s,

**Solidaires CCRF & SCL revendique :**

- ▶ Une administration d'Etat réunie, rattachée à Bercy, avec des implantations présentes dans tous les départements, disposant des moyens et des effectifs suffisants pour l'exercice des missions de contrôle relatives à la concurrence, à la consommation et à la répression des fraudes ;
- ▶ Un cadre affecté par unité, de statut CCRF à minima de grade inspecteur principal. Cette affectation doit se faire par redéploiement des personnels encadrants et sans mobilité forcée ;
- ▶ Un pilotage national de notre action pour une homogénéité de l'application de la réglementation sur l'ensemble du territoire. Cette recentralisation du pilotage doit se faire par un redéploiement des agents, sans mobilité forcée ;
- ▶ Des effectifs supplémentaires pour toute nouvelle mission ;
- ▶ Pas de privatisation de missions ;
- ▶ Le maintien du recrutement par voie de concours (pas de contractualisation) ;

○ Pour le SCL, les conditions à atteindre sont identiques :

- ▶ Une administration d'Etat réunie, rattachée à Bercy, avec l'ensemble des implantations actuelles, disposant des moyens et des effectifs suffisants pour l'exercice des missions d'analyse et d'appui des services de contrôle relatifs à la concurrence, à la consommation et à la répression des fraudes et à la douane ;
- ▶ Pas de nouvelles missions sans effectifs supplémentaires ;
- ▶ Pas d'externalisation de missions et d'analyse ;
- ▶ Le maintien du recrutement par voie de concours (pas de contractualisation) ;
- ▶ Un pilotage national de notre action pour une homogénéité de l'application de la réglementation sur l'ensemble du territoire ;

**L'atteinte de tous ces objectifs passe par l'instauration d'un rapport de force.**

**Ces conditions rendent inéluctable la sortie des structures DDI, DIRECCTE et DIECCTE.**

**Solidaires CCRF & SCL continuera** de se battre avec les personnels de la DGCCRF et du SCL pour assurer des missions de service public de qualité garanties par des structures généralistes et spécialisées de proximités placées sous un commandement unique CCRF.

**Solidaires CCRF & SCL combattra** toute externalisation des missions.

Si les réformes que nous dénonçons s'amplifient avec la souffrance au travail qui l'accompagne, **Solidaires CCRF & SCL** développera les solutions revendicatives adaptées, à porter au regard des interlocuteurs locaux [Préfet(e), plateforme RH, etc.].

